

Nicolas Hulot : « Le monde d'après sera radicalement différent de celui d'aujourd'hui, et il le sera de gré ou de force »

Propos recueillis par Audrey Garric, Rémi Barroux, Alexandre Lemarié et Abel Mestre
Publié aujourd'hui à 06h58, mis à jour à 11h57
Lecture 17 min.

Dans un entretien au « Monde », l'ex-ministre prône la tenue rapide d'un Grenelle et un changement dans les modes de production et de consommation. Il assure redouter « le danger » que représentent ceux qui « veulent trouver des responsables » à la crise liée au Covid-19.

Nicolas Hulot, photographié grâce à une application de visioconférence, chez lui, où il est confiné, à Saint-Lunaire (Ille-et-Vilaine), le 5 mai. ED ALCOCK / MYOP POUR LE MONDE

Il appelle de ses vœux un « *nouveau monde* » pour rebâtir sur celui mis à genoux par l'épidémie de Covid-19. Pour Nicolas Hulot, ancien ministre de la transition écologique et solidaire, qui a démissionné de son poste en août 2018, l'heure n'est pas aux divisions, aux querelles de partis ou à la recherche de responsabilités dans la crise. Le président de la fondation qui porte son nom appelle à l'unité, afin de définir un horizon commun.

Lire aussi: Les 100 principes de Nicolas Hulot pour « un nouveau monde »

Au-delà des mesures urgentes pour le déconfinement, il propose une transformation sociale, écologique, économique, fiscale et démocratique « *radicale et cohérente* », qu'il s'agisse de la lutte contre l'évasion fiscale, de la revalorisation de tous les métiers vitaux, du « juste échange » ou de la création d'une troisième Assemblée.

Comment analysez-vous les causes de la crise engendrée par le coronavirus ?

Cette crise sanitaire, qui trouve ses racines dans des perturbations d'écosystème, n'est que l'avatar d'une crise beaucoup plus profonde, qui met en relief nos failles, nos excès, nos vulnérabilités. Le Covid-19 met à nu les affres de la mondialisation et les limites d'un modèle. Tout est lié : crise économique, écologique, sociale.

Il est temps de s'attaquer aux racines du mal, de tirer des enseignements de nos erreurs, de faire l'inventaire, dans nos acquis, de ce qu'il y a de vertueux et de toxique. Mais si nous contournons le rendez-vous critique que cette crise sanitaire nous a imposé, ce carrefour auquel l'humanité, au-delà de ses différences, est confrontée, c'est une double peine que nous infligerons aux plus vulnérables. Faisons-en sorte que cette épreuve ne soit pas vaine.

La crise du coronavirus a également mis en évidence notre incapacité collective à anticiper. On a attendu, ici et ailleurs, que le virus franchisse les frontières pour commencer à réagir à la hauteur de la situation. On ne réagit que face au danger tangible et immédiat.

La crise climatique, dont les conséquences sont parfaitement documentées par toutes les institutions, on la traite encore avec des doses homéopathiques. On a un scénario catastrophe, d'une ampleur sans précédent, mais qui est évitable. Et, pour y faire face, on n'est pas au quart des solutions que l'on a prises contre le coronavirus.

Le gouvernement, ainsi que l'Union européenne, prend-il la mesure de la gravité de la situation et répond-il de la bonne façon à la crise ?

Je ne veux pas faire de procès d'intention. Quand j'entends le président dire qu'il faudra revisiter un certain nombre de choses et que l'impensable doit devenir pensable, il faut aller dans ce sens, car on est sur un point de fragilité et de vulnérabilité qui nécessite de prendre au mot les uns et les autres. Cette profonde crise systémique peut très bien, par la combinaison d'autres crises, provoquer un chaos qui nous échappera totalement.

Lire aussi: Coronavirus : « L'origine de l'épidémie de Covid-19 est liée aux bouleversements que nous imposons à la biodiversité »

Nous sommes face à une double réflexion et, parfois, elle peut sembler antinomique. Il y a d'abord une urgence sociale, humanitaire, à laquelle il faut répondre avec les outils disponibles. Mais la responsabilité de celles et de ceux qui ont la tête hors de l'eau est de penser simultanément, ou en tout cas dans un temps très court, au monde d'après, et de le faire avec cohérence, le principe-clé pour rétablir la confiance entre le politique et le citoyen. C'est là que l'on jugera si l'on en a tiré les leçons.

Je donne un exemple : quand l'Europe signe un accord de libre-échange avec le Mexique ou le Vietnam, la cohérence n'est pas encore là. Il faudra voir si l'on est capable de définir l'absolu prioritaire et de le constitutionnaliser. Un absolu qui tienne compte des critères sociaux et écologiques qui doivent guider toutes nos politiques et tous nos comportements.

Comment concilier écologie et reprise économique ?

Concilier fin du mois et fin du monde est un exercice très délicat. Aucun des deux ne doit occulter l'autre, et il faut garder à l'esprit que, pour beaucoup de personnes – et c'est tout à fait légitime et humain –, la fin du mois peut primer sur le reste.

[Avec le collectif du Pacte du pouvoir de vivre, nous avons fait quinze propositions](#) pour essayer de faire face à cette première urgence : verser une aide exceptionnelle de solidarité, de 250 euros par mois et par personne, aux ménages les plus en difficulté, créer un fonds national pour aider les locataires fragilisés à payer leur loyer, revaloriser le montant du RSA [*revenu de solidarité active*], etc.

« C'EST LE MOMENT DE DÉBATTRE DU REVENU UNIVERSEL, DE LA TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES, DE LA REVALORISATION DES MÉTIERS VITAUX »

Mais, si l'on veut ne pas reproduire les crises, si l'on veut pouvoir retrouver une forme de sérénité vis-à-vis de l'avenir, il y a un modèle que l'on ne peut pas poursuivre jusqu'à l'absurde et qu'il faut remettre à plat.

Cette crise rend recevables des propositions qui semblaient totalement inatteignables jusqu'à présent. Donc, c'est le moment de débattre, par exemple, du revenu universel, de la taxe sur les transactions financières, de la relocalisation d'un certain nombre d'activités et des chaînes de valeur – cette crise a mis en évidence notre dépendance aux productions faites au bout du monde, notamment en Asie –, mais aussi la nécessité du juste échange plutôt que du libre-échange, ou encore de la revalorisation de tous les métiers vitaux.

Ce nouveau modèle ne va pas s'ériger spontanément en quelques jours, mais on peut fixer l'horizon pour le constituer. Il faut le faire, encore une fois, non pas dans la confrontation, mais dans l'addition et dans la mutualisation. C'est pourquoi on doit générer un changement d'état d'esprit, afin de mettre fin à la défiance entre les uns et les autres. Si, demain, le temps des procureurs l'emporte sur le temps des éclaireurs, on ira dans le mur.

Qui sont ces « procureurs » ?

Je vois le danger poindre, au moment de la sortie du confinement, que quelques-uns veuillent trouver des responsables ou juste profiter du moment de désarroi de l'exécutif pour déjà se projeter pour 2022. Ils peuvent créer de la confusion au moment où l'on va avoir besoin d'unité.

Lire aussi: La France et les épidémies : 2010-2011, le changement de doctrine

Pour moi, le moment est à la projection vers l'avenir, et chacun doit contribuer à un horizon commun. On peut faire de ce moment un grand moment, ou bien on peut en faire un petit moment mesquin, fait de divisions, de confrontations – comme l'opposition menée par le Sénat, lundi [*les élus du Palais du Luxembourg ont rejeté le plan de déconfinement présenté par le premier ministre*]. Nous venons de faire l'expérience de l'essentiel, retrouvons-nous sur l'essentiel et mettons nos querelles du passé de côté pour l'instant. Profitons que les esprits ont été bousculés pour, sans dogmatisme, parvenir à une unité de la nation, à créer un cercle vertueux entre la volonté citoyenne et la faculté politique.

Lire aussi: Coronavirus : l'irresponsabilité pénale n'est pas défendable

Comprenez-vous les citoyens qui se sont sentis mis en danger par l'impréparation du gouvernement sur les masques et les tests, les appels des soignants critiquant la stratégie du déconfinement ?

Quand on a été atteint dans sa chair, quand des proches ont été touchés, quand on est soignant... évidemment que je comprends ces critiques.

Je mets juste en garde : l'urgence est le rassemblement, pas la division. Dans une crise sanitaire, pour un responsable politique, la boussole, c'est la science. Mais elle a dû elle-même faire face à beaucoup d'inconnus. Dans de telles circonstances, chaque décision est difficile. Cela n'occulte pas que la plupart des nations, à commencer par la nôtre, ont été prises de court et de moyens pour faire face à ces situations.

Vous dites que c'est le temps du débat, mais des aides économiques massives sont en train d'être décidées. Etes-vous favorable à leur conditionnalité ?

Des aides sont évidemment nécessaires pour éviter l'aggravation de la situation, que des grandes ou des petites entreprises ne mettent la clé sous la porte. Il faut des aides immédiates pour les citoyens en difficulté, ne serait-ce que pour nourrir leurs enfants.

Mais quand on commence à faire tourner la planche à billets, essayons de ne pas reproduire ce que l'on a fait après la crise financière de 2008. A ce moment-là, une grande part de l'argent est partie dans l'économie spéculative, sans conditions.

Lire aussi: Les banques centrales, ultime rempart de l'économie mondiale

Bien entendu, chaque somme investie – de ce qui est l'argent des citoyens, ces dizaines de milliards que l'on ne trouvait pas il y a encore peu de temps – doit l'être avec une perspective claire. Si l'Etat-providence est de retour, ce que je souhaite, cela ne peut pas être sans contrepartie. Le gouvernement doit

prendre date pour un grand rendez-vous, afin de construire cet horizon commun et définir les priorités.

Les conditions demandées à Air France en contrepartie de l'aide de 7 milliards d'euros étaient-elles suffisantes ?

J'ai eu un échange avec [*le ministre de l'économie*] Bruno Le Maire, qui n'a pas pris pour argent comptant la lettre du Medef [*début avril, l'organisation patronale avait demandé à Elisabeth Borne, la ministre de la transition écologique et solidaire, « un moratoire sur les dispositions énergétiques et environnementales »*].

L'Etat doit être clair en demandant des contreparties concrètes. Pour cela, il faudra de la concertation et une planification générale, où l'on fixera des objectifs. Cela ne se fait pas sur les plateaux de télévision. Il faut se poser, prendre acte.

Faut-il envisager de sacrifier des branches, par exemple dans les transports ou les énergies fossiles ?

Il y a trois principes que je voulais mettre en œuvre quand j'étais ministre de la transition écologique et solidaire : la prévisibilité, la progressivité et l'irréversibilité. Il faut se fixer collectivement de grands objectifs, dont certains peuvent être à un an, à dix ans... Mais il faut faire en sorte qu'aucun acteur ne s' imagine que cela puisse être réversible. Cela doit être programmé, et les aides de l'Etat doivent y participer.

« ON NE POURRA PLUS PRENDRE L'AVION COMME AVANT, NI AVOIR UN PRODUIT QUI ARRIVE DU BOUT DU MONDE EN VINGT-QUATRE HEURES »

Il ne faut pas mettre à bas le secteur automobile, mais, en tenant compte de contraintes énergétiques et climatiques, il faut lui fixer un certain nombre d'objectifs. Tout cela ne peut se faire au bon vouloir des industriels, l'Etat doit fixer des normes.

La société, qui a accepté sans sourciller d'être privée de libertés fondamentales, rêve de pouvoir retrouver confiance en l'avenir, il faut donc faire les choses en grand. Le monde d'après sera radicalement différent de celui d'aujourd'hui, et il le sera de gré ou de force. Certaines choses demeureront compatibles, d'autres ne le seront plus.

Quelles seront les choses, concrètement, que les citoyens ne pourront plus faire selon vous ?

On ne pourra plus prendre l'avion comme avant, plus non plus avoir un produit qui arrive par Amazon du bout du monde en vingt-quatre heures, par

exemple. Pourra-t-on, pour ceux qui peuvent se le permettre, acheter des bolides ou des SUV, j'espère que non. Trouvera-t-on des produits alimentaires hors saison dans les magasins ? Non. Rapidement, il faudra que l'offre et la consommation changent.

Au final, à quoi ressemblera ce « jour d'après » ?

Il faut d'abord le construire. Le premier rendez-vous à prendre, dès que les conditions seront réunies, c'est celui où l'on définit collectivement le nouveau modèle économique et démocratique.

Il ne faudra rien s'interdire en termes de propositions, et voir les choses en grand. Réformer la fiscalité et avoir une TVA incitative, en Europe, sur les biens et les services écologiquement et socialement vertueux, et qui soit dissuasive sur des biens toxiques, permettant de structurer les modes de production et de consommation. Remettre sur la table l'idée des monnaies locales complémentaires qui permettraient à des collectivités de pouvoir aider les plus démunis à accéder à des biens et des services de première nécessité. Revaloriser très rapidement ces métiers essentiels que l'on a redécouverts pendant la pandémie de Covid-19.

Lire aussi: Coronavirus : le monde d'après... selon Wall Street

Et, dans ce monde où se confrontent toutes les inégalités, il faudra lutter contre le déterminisme social. Cela peut paraître grandiloquent, mais ce monde insupportable, qui crée de l'humiliation, n'a pas d'issue pacifique. Il doit être radical en humanité et en solidarité. Il faut donc distribuer de l'argent, se fixer des limites dans les revenus, dans la cupidité. Le temps de l'Etat régulateur est revenu, mais sur des bases démocratiques, avec des citoyens qui doivent participer à l'énoncé de ces règles communes.

Dans un deuxième temps, il faudra dresser les perspectives d'une troisième chambre dans laquelle on fera entrer les citoyens, les corps intermédiaires qui contribueront à dessiner, à planifier le futur.

Comment, justement, financer ces transformations ?

Nous devons sortir d'une grande mystification que je dénonce depuis très longtemps, et qui est à l'origine de ce discrédit entre le citoyen et le politique. L'Etat est quasiment en situation de banqueroute, si l'on suit les dogmes budgétaires. Et de fait, quand il promet de l'argent, soit c'est de l'argent qu'il n'a pas, soit de l'argent que l'on promet aux uns et que l'on enlève aux autres.

« LA PRIORITÉ, C'EST DE TAXER DE MANIÈRE PLUS IMPORTANTE LES REVENUS QUI NE SONT PAS ISSUS DU TRAVAIL »

Nous avons depuis des décennies laissé un pan entier de l'économie nous échapper. Tant que l'Europe s'accommodera de l'évasion et de l'optimisation fiscales, d'une finance qui s'est organisée pour ne pas participer à l'impôt, on nous promettra de l'austérité. Et nous n'aurons pas la possibilité d'atteindre nos objectifs écologiques et sociaux. Tant que nous restons dans les dogmes budgétaires et que nous n'acceptons pas d'investir en grand sur cette transition sociétale, on n'y arrivera pas.

La priorité des priorités, c'est d'aller chercher l'argent là où il est, de taxer de manière plus importante les revenus qui ne sont pas issus du travail, de mettre fin à ce capitalisme sauvage. Si on veut éviter les tensions sociales qui vont poindre demain, il faut redonner de l'équité.

Lire aussi: « Les conséquences des pandémies résultent aussi de choix politiques »

Mais dans l'urgence, ne nous interdisons pas non plus de faire de la dette dès lors que cet argent est fléché pour développer massivement les solutions et non pour prolonger ce qui est la cause de nos problèmes. On meurt du Covid-19, de la canicule, pas de la dette.

Faut-il rétablir des frontières économiques, physiques ?

Sans tomber dans le piège des nationalistes et des protectionnistes, il faut trouver cette troisième voie entre l'autarcie et le néolibéralisme. On doit continuer à commercer, mais les frontières de l'Europe doivent être des sortes d'écluses, servir de leviers pour imposer des normes environnementales, sanitaires et sociales. C'est le juste échange.

Vous proposez donc la création d'une conférence écologique et sociale pour que les élus et les citoyens préparent le « jour d'après »...

Cela peut éventuellement s'inspirer d'un format type Grenelle mais l'important, c'est qu'on définisse bien la finalité. Et que cela ne soit pas une énième consultation sans lendemain.

Mais à terme, l'idée est de constituer une troisième Assemblée, qui prenne de la hauteur par rapport au jeu politicien, mais surtout qui planifie l'avenir en s'extrayant du rythme médiatique et politique. Quand on voit que le Sénat n'a qu'une vocation, celle de déliter ce que l'Assemblée a fait, il apparaît urgent de sortir de ces petits jeux mortels.

A quoi ressemblerait cette troisième Assemblée ?

Il faut travailler sur le socle du Conseil économique, social et environnemental (CESE), qui produit déjà beaucoup. Il faut y intégrer des experts, des

scientifiques, et davantage de citoyens. Il faut associer l'ensemble de la nation à la complexité pour que chacun comprenne que les choses ne sont jamais ni blanches ni noires.

Cela ne risque-t-il pas d'empiéter sur le terrain de la convention citoyenne pour le climat, qui doit remettre des propositions à Emmanuel Macron, en juin ?

Il faut agréger les différentes initiatives. La convention citoyenne est une bonne initiative, qui a été empruntée à un outil plus vaste. Lors de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron, ma Fondation avait mis sur la table l'idée d'une « Chambre du futur ». Dans les réflexions sur cette troisième Chambre, il y avait l'idée de citoyens tirés au sort. Au moment du conflit des « gilets jaunes », le président a décidé de reprendre cette idée. Je trouve cela bien, mais ce n'est pas suffisant.

Lire aussi: Climat : les 50 propositions de la convention citoyenne pour « porter l'espoir d'un nouveau modèle de société »

Confronter brutalement des citoyens à la complexité des dossiers, leur faire une formation accélérée... Tout cela est très bien, mais cela ne peut pas se faire en quelques week-ends et sans garanties sur l'utilisation de leurs travaux. Il faut pérenniser cet outil, en faisant jaillir une démocratie vraiment inclusive. Le cercle vertueux entre des citoyens qui proposent et des politiques qui en tiennent compte, cela doit avoir lieu en permanence, au sein de cette troisième Chambre.

Plaidez-vous toujours pour un changement institutionnel, avec l'émergence d'une VI^e République ?

Je ne sais pas s'il faut aller jusque-là mais il y a des révisions constitutionnelles qu'il faudrait faire à l'horizon de début 2021, issues des réflexions de la grande conférence à venir, sans attendre 2022. Au passage, je le dis d'ailleurs à ceux qui n'ont que la présidentielle à l'esprit : on s'en contrefiche de 2022 !

Pourquoi dites-vous cela ?

C'est un coup de colère, car je vois bien la tentation de quelques-uns, dans l'opposition, de profiter de la fragilité du gouvernement pour se mettre déjà en ordre de marche pour 2022. Alors que ce n'est pas le moment. Il reste encore deux années déterminantes pour l'avenir de l'Europe et de notre pays.

En 2022, tout sera déjà plié dans un sens ou un autre en fonction de nos choix et décisions des prochains mois. La seule chose qui doit nous animer est : qu'est-ce que nous pouvons faire maintenant pour rassembler la nation et contribuer à modifier le monde de demain ?

Avec cent principes pour un nouveau monde, votre manifeste pour un pacte social et écologique ressemble pourtant à une déclaration de candidature... Excluez-vous d'être candidat à la présidentielle de 2022 ?

Encore une fois, je suis à des années-lumière de cette échéance. Notre manifeste n'est pas un acte politique : il a vocation à tenter de rassembler autour de principes, d'où découleront, je l'espère, des choix politiques et économiques. A mes yeux, 2022, c'est presque de la science-fiction, car tout se joue dans les semaines et les mois qui viennent, avec des décisions majeures à prendre.

C'est l'heure de vérité pour l'Europe, par exemple. Soit on continue avec cette économie de marché, où règne la loi du plus fort, soit on bascule dans une Europe des solidarités, qui tende la main à l'Afrique. Soit on va dans une forme de fanatisme, en repartant à l'identique, soit on tire les leçons de cette crise.

« ALORS QUE LE GOUVERNEMENT EST EN DIFFICULTÉ, JE SUIS DANS UN ESPRIT DE COOPÉRATION, SANS ÊTRE NAÏF NI INDULGENT »

C'est la seule chose qui m'anime. J'ai un engagement politique au sens sociétal du terme, qui est total, pour créer de la convergence et un cercle vertueux entre citoyens et politiques. C'est le seul rôle que je joue. Alors que le gouvernement est en difficulté, je suis dans un esprit de coopération, sans être naïf ni indulgent. L'idée, c'est d'être exigeant. Et je vais être très exigeant dans les semaines à venir, car cette crise met en relief des éléments que beaucoup avaient anticipés depuis longtemps.

Croyez-vous Emmanuel Macron capable de sortir de la politique « des petits pas », que vous aviez dénoncée, pour se montrer plus ambitieux dans son action écologique ?

Je veux y croire. Il a bien dit au *Financial Times* : « Il faut que les choses impensables deviennent pensables. » Je dis chiche ! On jugera aux actes et à la cohérence. Cela vaut pour notre président, comme pour l'Europe.

On ne peut pas interdire aux gens d'évoluer. On vient de se prendre une énorme claque, beaucoup de responsables politiques me disent avoir compris que notre modèle n'est plus tenable, qu'on a atteint une rupture physique... J'espère que cette crise va éveiller les esprits, y compris d'Emmanuel Macron. A lui de profiter de ce moment pour engager un vrai changement de modèle.

Sur quels critères le jugerez-vous ?

Nous verrons s'il est capable de sortir des sentiers battus. J'attends de voir, par exemple, si l'on reste dans les traités de libre-échange, ce que l'on me dira sur

la possibilité de mettre en œuvre une taxe sur les transactions financières, sur le fait d'aller chercher des ressources dans les revenus du capital. Va-t-on continuer à donner des avantages à des entreprises qui sont domiciliées dans des paradis fiscaux ? Voilà les critères pour juger sur pièce.

Lire aussi: Cyril Dion : « La crise du Covid-19 peut nous aider à construire le monde d'après »

Je donne une chance et j'accorde crédit pour l'instant. Mais attention : ce serait une erreur pathétique de ne pas tirer les leçons de cette crise. Car la peur peut générer soit de la violence, soit de l'audace. Maintenant, à nous de choisir.

Que pouvez-vous faire pour peser dans la sortie de crise ? Avez-vous l'oreille du président ?

Je parle avec le président, certains ministres, des membres de l'opposition. J'essaie de faire converger. Cela peut se faire dans la courtoisie, mais aussi dans une forme de radicalité. Nous sommes dans une situation radicale, je ne m'accommoderai pas de mesures qui ne soient pas radicales. Cela ne servirait à rien.

Comment vivez-vous le confinement ?

Avec des émotions très différentes. D'abord la peur et la tristesse pour les gens qui se sont retrouvés dans les affres sanitaires. On se sentait presque coupables de ne pas être plus utiles ou d'échapper à cette loterie sanitaire.

Mais j'ai découvert les vertus de prendre son temps pour chaque chose, les vertus de l'écoute, de la lecture, du dialogue avec ses proches, mais aussi avec ses adversaires. Il faut que le monde ralentisse. Tous les chemins n'ont pas d'issue. Le chemin de ce modèle ultralibéral, de cette mondialisation qui échange des choses qui n'ont aucune utilité, n'en a pas. Il va falloir distinguer le toxique du vertueux.